

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 01/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_Cadre_2025-03-19_RAPVI_déchets_MFM_01252
Code AIOT : 0006207102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 10/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 6 mars 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France

- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0006207102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PE, PS et PPC), ainsi que des installations communes comprenant notamment une zone d'entreposage des déchets dangereux et non dangereux.

Elle est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (arrêté cadre).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Zone Ouest - Entreposage de déchets en vrac "Quai de déchargement"	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Zone Est - Entreposage de déchets dangereux conditionnés "Hall déchet"	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 1.3.1 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des déchets et zone de collecte des déchets du site	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 33 (partiel)	Sans objet
4	MMR - Moyens de détection et lutte contre l'incendie du "hall déchet"	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 1.3.1 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 6 mars 2025 la nécessité de justifier :

- des modalités d'entreposage des déchets industriels spéciaux (cf. point de contrôle n°2) ;
- de la mise en place des tests mensuels sur l'alarme de niveau haut de la fosse de rétention XA9060 (cf point de contrôle n°3).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets et zone de collecte des déchets du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 33 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <u>Article 33 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2006 (partiel)</u> "Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise. A cette fin, il se doit, successivement : - de limiter à sa source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres - de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication - de s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physicochimique, détoxication ou voie thermique - de s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. [...]"
Constats : La procédure de gestion des déchets dangereux et non dangereux TEPF.PGE.61 du 2 octobre 2023 et la procédure de contrôle et entretien de la zone de collecte des déchets du site TEPF-PGE-62 du 21 octobre 2023, présentées par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 6 mars 2025, indiquent : <ul style="list-style-type: none">• la localisation et les modalités de stockage des déchets par atelier ;• les modalités de la gestion déléguée à Suez concernant la collecte des déchets non dangereux ;• les modalités de transfert des déchets vers la zone de collecte des déchets du site ;• la répartition des différentes zones de stockage et de la zone de collecte des déchets du site. Les différentes zones sont partagées entre les exploitants TEPF et Arkema :<ul style="list-style-type: none">○ Zone Est nommée "Hall déchet" : stockage de déchets dangereux en fûts, en grand récipient pour vrac (GRV) et en big-bag ;○ Zone Ouest nommée "Quai de déchargement" : stockage de bennes de vrac en cours de chargement (bennes de déchets industriels banals - DIB et de déchets industriels spéciaux - DIS) ;

- Zone de circulation et stockage de bennes vides.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Zone Ouest - Entreposage de déchets en vrac "Quai de déchargement"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Article 45 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié

"Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques."

Extrait de l'étude de dangers OPECOM - révision 2020

"[...] Zone de tri

La zone de tri est dédiée aux déchets non dangereux et aux déchets dangereux en vrac. [...]

Les déchets dangereux ici entreposés sont constitués principalement de déchets industriels souillés (emballages souillés, calorifuges imbibés, ...). Ils sont entreposés en vrac dans une benne dédiée.

Les déchets non dangereux sont triés à la source, c'est-à-dire, dans les ateliers producteurs. A cet effet, un réseau de points de collecte est en place dans l'usine. Chaque point de collecte comporte plusieurs bennes destinées à recevoir les différentes catégories de déchets (carton, plastiques, ferraille, palettes ou bois, autres, ...).

"[...]

Une zone tampon est également aménagée afin d'entreposer les bennes vides en attente d'utilisation. [...]"

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 6 mars 2025, l'inspection des installations classées constate, au droit de la zone exploitée par TEPF sur le quai de déchargement des bennes de vrac :

- la présence de plusieurs bennes de déchets industriels banals (DIB) dont une benne de cartons, une benne de métaux et une benne de bois ;
- la présence d'une benne capotée de déchets industriels spéciaux (DIS) contenant notamment des emballages, contenants, absorbants, gants et combinaisons souillés par des produits susceptibles d'avoir un impact sur les milieux sols et eaux souterraines ;
- l'identification de chaque benne (type de déchets collectés et exploitant propriétaire de la benne) ;
- un revêtement en enrobé, au droit des zones de stockages des bennes DIB et DIS, présentant des fissures allant jusqu'à environ 10 mm ;
- un caniveau collectant les eaux pluviales de la zone "quai de déchargement" ;
- sur la base du plan des réseaux d'eaux de la zone de collecte des déchets - révision 2023,

la collecte des eaux pluviales du quai de déchargement vers l'ovoïde nord puis la station de traitement final (STF) exploitée par Arkema avant rejet dans le milieu naturel. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'étanchéité de la zone où est entreposée la benne DIS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de 2 mois, l'étanchéité de cette zone et/ou les éventuelles actions prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation concernant les modalités d'entreposage des DIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Zone Est - Entreposage de déchets dangereux conditionnés "Hall déchet"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 1.3.1 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral ministériel du 29 juin 2016 modifié (partiel)

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et compléments susvisés. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires, des arrêtés cadres applicables à l'établissement et de ses modifications ultérieures sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté et les réglementations autres en vigueur. [...]»

Extrait de l'étude de dangers OPECOM - révision 2020

"[...]Hall déchets

Les déchets dangereux sont rassemblés dans le hangar conçu à cet effet [...](zones dédiées aux sociétés Arkema et TPF).

Cet entrepôt est couvert [...]. Il se compose de deux zones : l'une réservée aux déchets provenant de la société Arkema et l'autre réservée à ceux de la société TPF.

Les déchets collectés dans les installations arrivent à l'entrepôt conditionnés en fûts. A leur arrivée dans le hall de transit, ils sont identifiés et étiquetés (nom et nature du déchet, quantité, origine, dangers associés, codes réglementaires, ...).

[...]

Les alvéoles sont également identifiées par l'étiquette du produit concerné.

[...]

Le hangar d'entrepôt des déchets dangereux dispose de deux fosses de rétention indépendantes vers lesquelles sont dirigées les égouttures. Ces fosses sont pourvues de niveaux hauts (alarme locale et retransmise vers le PPS ou poste principal de secours), qui permettent, lorsque ces niveaux sont atteints d'effectuer le pompage et le transfert vers un centre de traitement [...]"

Extrait de la procédure contrôle et entretien de la zone point de regroupement déchets - révision
1 du 2 octobre 2023

"[...] Test des niveaux de sécurité des fosses de récupération d'égouttures - 1 fois par mois - Contrôles partagés avec la gestion déléguée de la société Arkema - Prévenir le PPS avant le test des niveaux des fosses de récupération [...]"

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 6 mars 2025, l'inspection des installations classées constate, sur le terrain et en salle :

- la présence d'un bâtiment couvert et ouvert sur les côtés nommé "hall déchets" séparé en deux par un mur en parpaing sur toute la hauteur et sans ouverture avec un côté dédié à TEPF et l'autre côté dédié à Arkema ;
- que la partie dédiée à TEPF est organisée en box, séparés par des murets ;
- que les déchets conditionnés sont identifiés et entreposés selon leur nature et leurs mentions de dangers ;
- que la partie du "hall déchets" dédiée à TEPF est reliée à une fosse de rétention équipée d'une alarme de niveau haut (nommée XA9060) qui collecte les égouttures et les fuites éventuelles, sur la base du plan de la zone de collecte des déchets du site - révision du 19 mars 2024 ;
- le renvoi de l'alarme de niveau haut de la fosse de rétention TEPF (XA9060) vers le système numérique de contrôle commande (SNCC) du poste principal de secours (PPS) situé à l'entrée de la plateforme et la prise en compte, par le chef de poste, du mode opératoire TPF.SG.MO.080 du 16 septembre 2021 concernant les actions à réaliser en cas de déclenchement de l'alarme XA9060 ;
- l'absence de vérification de l'alarme XA9060 en 2023 ;
- la vérification de l'alarme XA9060 en 2024, sur la base du rapport de vérification du 20 mars 2024, ayant conclu à l'absence d'observation ;
- l'évacuation de 7,7 tonnes d'eaux pompées les 5 et 17 février 2025 dans la fosse de rétention TEPF vers une installation autorisée à les recevoir sur la base des bordereaux de suivi des déchets, suite au déclenchement de l'alarme au PPS.

Par courriel du 19 mars 2025, l'exploitant s'est engagé à intégrer les tests mensuels de l'alarme de niveau haut de la fosse de rétention XA9060 dans son plan de test et maintenance dès 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de 2 mois, la mise en place des tests mensuels sur l'alarme de niveau haut XA9060.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : MMR - Moyens de détection et lutte contre l'incendie du "hall déchet"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 1.3.1 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques (MMR)
Prescription contrôlée : <u>Article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral ministériel du 29 juin 2016 modifié (partiel)</u> "Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et compléments susvisés. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires, des arrêtés cadres applicables à l'établissement et de ses modifications ultérieures sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté et les réglementations autres en vigueur. [...]" <u>Extrait de l'étude de dangers OPECOM - révision 2020</u>
Constats : Les constats relatifs à la MMR "moyens de détection et lutte contre l'incendie" du hall déchets sont confidentiels et n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite